



COMMISSION DE
L'OCEAN INDIEN

**Revue de presse
01 au 05 avril 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I COI et ses Projets

1.1 Economie bleue.....	3
- La Réunion a organisé une semaine de l'économie bleue	
1.2 Sécurité alimentaire.....	5
- PRESAN : Améliorer les niveaux de nutrition est fondamental	
-[VIDÉO] Sécurité alimentaire - une unité régionale voit le jour à Madagascar	
1.3 Environnement.....	9
- Commission de l'océan Indien : non à la pollution plastique !	
1.4 Energies renouvelables.....	11
- Students, teachers learn more on energy efficiency, renewable energy	
1.5 Santé Réseau SEGA.....	14
- Seychelles experiences on Universal Health Coverage shared at 2 nd WHO African Health Forum, Cabo Verde	

II Centres d'intérêts

2.1 Biodiversité.....	20
-7 projets soutenant les zones marines et la pêche sont financés par des subventions aux Seychelles	
-Protection marine : aider à réhabiliter les récifs	
2.2 Connectivité aérienne.....	24
- Transports aériens : « Les îles Vanille » anéanties par une concurrence Interne	
2.3 Energies renouvelables.....	26
-Energies renouvelables : les opportunités d'investissements sont Considérables	
- Bioenergy may play a big role in Seychelles' renewable energy mix	

28 mars 2019

<https://www.meretmarine.com/fr/content/la-reunion-organise-une-semaine-de-leconomie-bleue>

La Réunion a organisé une semaine de l'économie bleue

Ce lundi 25 mars, au Moca, a eu lieu le lancement de La Semaine de l'Économie Bleue en présence du Président de Région, Didier Robert, du Préfet de la Réunion, Amaury de St Quentin, du Président de l'Université de La Réunion, Frédéric Miranville, ainsi que du Secrétaire Général de la **Commission de l'Océan Indien**, Hamada Madi Boléro.



La Semaine de l'Économie Bleue est la continuité des efforts consentis par La Région pour développer le secteur maritime et fait partie du plan d'actions du Projet « Océan Métiss » lancé en Mars 2018.

Pour rappel, l'économie bleue constitue un axe de développement naturel pour une économie insulaire comme La Réunion. Au-delà des potentiels et des spécificités propres au territoire, cette thématique s'intègre également dans les stratégies régionales européennes et françaises de croissance bleue, où la mer et le littoral deviennent des moteurs de l'économie. Comme les autres bassins européens, il devient nécessaire de planifier l'utilisation durable de l'espace maritime et de ses ressources dans le contexte du bassin indianocéanique.

OCEAN METISS, avec le concours financier de l'Union Européenne, la Région Réunion et de l'État français, vise à définir une stratégie bleue pour la Réunion en association avec le bassin de l'Océan Indien occidental. Ce projet innovant contribue au développement attendu de la Planification Spatial Maritime intégrée du Bassin Sud-Ouest de la Zone Océan Indien

Le projet a plusieurs missions :

- Mettre en oeuvre une méthodologie innovante de planification spatiale marine
- Développer le partage d'expertise internationale sur le thème de l'économie bleue
- Mutualiser les ressources humaines scientifiques et techniques
- Développer les compétences et les formations aux métiers liés à la mer
- Assurer la durabilité des soutiens structurels à la croissance bleue.

Le projet Océan Métiss met en oeuvre un processus de la planification spatiale marine participative associant les parties prenantes. Cette approche vise à créer un cadre de décision transparent, orienté vers la durabilité et fondé sur les connaissances du milieu.

A cet effet, le projet adopte une approche multi-échelle depuis le littoral de La Réunion vers le large en prenant en compte des dynamiques sur l'ensemble du bassin indianocéanique.

Les réalisations principales et les impacts attendus du projet sont :

- Un état des lieux écosystémique, social et économique du littoral et de la mer
- Une évaluation des potentiels d'une zone maritime étendue permettant de relancer le développement économique tout en préservant la biodiversité.
- Un nouvel outil de planification spatiale maritime pour orienter et coordonner les politiques publiques de gestion de la mer et des ressources
- Un plan maritime stratégique (spatialisé) développé avec les parties prenantes

La Semaine de l'Economie Bleue est ainsi le rendez-vous des professionnels de l'Économie Bleue venus des quatre coins du monde (États Unis, Brésil, Australie, Afrique du Sud, Suède, Seychelles, Madagascar, Kenya etc..) pour échanger et partager sur les défis et perspectives de l'Économie Durable dans l'Océan Indien, sur la gouvernance des Océans en prenant en compte les évolutions du cadre européen, les différentes planifications spatiales maritimes existantes et du projet de MSP du bassin sud-ouest de l'Océan Indien « Océan Métiss », sur les croisières, sur l'attractivité des métiers de la Mer, ainsi que sur l'innovation dans l'Économie Bleue.

Lors de cette première journée, ce fut aussi le lancement de l'association « L'Institut Bleu » présidée Marie-Noëlle Sinama Valliamé, qui aura pour objectif de fédérer les acteurs de l'économie maritime et pouvoir permettre à tous les professionnels de la Mer de s'exprimer d'une seule voix, grâce à un travail collaboratif de l'ARIPA et CRPME.

28 mars 2019

<http://www.mauriceactu.mu/2019/03/27/presan-ameliorer-les-niveaux-de-nutrition-est->

PRESAN : Améliorer les niveaux de nutrition est fondamental

mars 27, 2019 La Redaction International, Océan Indien` 0



Un atelier de renforcement de capacité sur la nutrition est organisé par l'Unité régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle (URSAN) de la Commission de l'océan Indien (COI) avec l'appui de la FAO. Cet atelier voit la participation des représentants des départements techniques multisectoriels (agriculture, industrie, commerce, santé, nutrition, etc.) des gouvernements des pays de la COI et du secteur privé.

Le PRESAN : améliorer la nutrition par un accès facilité à de meilleurs produits sur les marchés locaux et régionaux

Les systèmes alimentaires sont indispensables pour répondre aux problèmes de l'insécurité alimentaire, de la malnutrition et aux problèmes de santé liés à l'alimentation. De nombreuses populations doivent faire face à des situations où la sous-alimentation coexiste avec le problème croissant du surpoids, de l'obésité et des maladies non transmissibles liées au régime alimentaire.

La sécurité nutritionnelle est un enjeu multisectoriel qui nécessite une approche globale touchant entre autres à l'éducation, la santé, la production agricole, le respect des normes. Pour le Secrétaire général de la COI, Hamada Madi, « *notre action ne sera porteuse et durable que si nous travaillons aussi à la sensibilisation nutritionnelle : il s'agit, en fait, de lutter contre ce qu'on appelle le multiple fardeau de la malnutrition. En cela, le PRESAN touche aussi la santé publique dont ne pouvons oublier qu'elle a un coût financier et social* ». Se référant à la seconde conférence internationale sur la nutrition en 2014, le représentant de la FAO, Patrice Talla Takoukam, rappelle qu'« *une bonne nutrition passe par des systèmes alimentaires plus*

durables, plus équitables et plus résilients, ... et il s'agit d'un enjeu public et une responsabilité commune ».

Le développement porté par le secteur privé et appuyé par le secteur public

Le PRESAN est le fruit d'une initiative de la COI dont les États membres ont élevé la sécurité alimentaire et nutritionnelle au rang de priorité politique. Ce programme ambitieux, élaboré avec le concours de la FAO, est conçu pour les producteurs, les consommateurs, le secteur privé et plus globalement pour augmenter et améliorer les échanges de produits agricoles et alimentaires de l'espace COI en réduisant les déficits commerciaux et nutritionnels.

« La liste est malheureusement longue de nos lointaines importations qui déséquilibrent nos balances commerciales, nos comptes publics et les économies familiales tout en alourdissant la facture écologique. Le PRESAN, mis en œuvre par la COI avec la collaboration active et appréciée de la FAO et du FIDA, constitue un cadre d'action adapté pour donner à manger à nos populations, résorber les déséquilibres nutritionnels, créer de nouveaux circuits de commercialisation intra régionaux favorisant la croissance et, in fine, réduire la pauvreté conformément aux Objectifs de développement durable, dont l'Objectif n°2 "zéro faim" », résume le Secrétaire général de la COI.

Le programme comptera un ensemble de projets de développement des chaînes de valeurs agricoles et alimentaires d'intérêt régional. Il prévoit des « facilités » qui peuvent être de natures technique, matérielle, réglementaire et/ou financière. Des études en cours détermineront les modalités d'octroi de ces facilités pour l'ensemble des cinq pays membres de la COI, en particulier pour le secteur privé.

Chaque pays a mis en place un Comité national de suivi technique (CNTS) du PRESAN, et pour les Maurice ce comité a tenu sa toute première réunion le 26 mars pour mettre au point les méthodologies de travail afin de s'assurer des intérêts du pays et de la région dans la mise en œuvre de ce programme. Le Comité est présidé par un point focal national.

Sur le PRESAN...

Le PRESAN contribue à l'initiative interrégionale de l'océan Indien et de l'océan Atlantique pour la mise en œuvre du Programme d'action mondial (GAP) de la FAO pour l'amélioration de la sécurité alimentaire et la nutrition dans les Petits Etats insulaires en développement (PEID). Il répond au Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), et contribue à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD)

des Nations unies, en particulier l'Objectif n°2 visant l'élimination de la faim et de la malnutrition.

En tant qu'agence spécialisée de l'ONU sur les questions liées à l'agriculture et les systèmes alimentaires, la FAO accompagnera la COI dans le processus d'études techniques, de formulation des divers projets couverts par le PRESAN, de mobilisation de ressources, de communications et de plaidoyer. Un accord a d'ailleurs été signé entre les deux institutions à Rome le 5 novembre 2018 dernier pour matérialiser cette étroite collaboration.

La Rédaction Maurice Actu

01 avril 2019

<https://www.mbcradio.tv/article/vidéo-sécurité-alimentaire-une-unité-régionale-voit-le-jour-à-madagascar>

[VIDÉO] Sécurité alimentaire - une unité régionale voit le jour à Madagascar



La concrétisation du projet de sécurité alimentaire des états membres de la COI (PRESAN) atteint un palier important. Après l'accord des pays membres et l'apport financier et technique de la FAO, une unité régionale de sécurité alimentaire et de nutrition a été mise en place à Madagascar. Les différents acteurs se sont ainsi réunis pour prendre connaissance du projet et en discuter.

Pour en savoir plus voir la Vidéo :

<https://www.mbcradio.tv/article/vidéo-sécurité-alimentaire-une-unité-régionale-voit-le-jour-à-madagascar>



Commission de l'océan Indien : non à la pollution plastique !

5 millions d'euros, soit l'équivalent de près de 200 millions de roupies, c'est la somme qui est consentie quant à un projet de la Commission de l'océan Indien (COI) qui cible la réduction de la pollution par les plastiques dans notre océan. Ce projet qui doit débiter au début de 2020 couvre la recherche scientifique et la sensibilisation et l'éducation, pour réduire la pollution. La COI vient ainsi de lancer un appel à manifestation d'intérêt comprenant un cahier des charges pré-établi. Il s'agit aussi de mettre en œuvre des activités favorisant l'optimisation de l'usage du plastique.

Prévu pour une durée de 5 années, ce projet allie à la fois des acteurs publics, les écoles et universités ainsi que des sociétés privées. Les principaux bailleurs de fond pour ce projet sont l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial

Commission de l'océan Indien : non à la pollution plastique !



5 millions d'euros, soit l'équivalent de près de 200 millions de roupies, c'est la somme qui est consentie quant à un projet de la **Commission de l'océan Indien (COI)** qui cible la réduction de la pollution par les plastiques dans notre océan. Ce projet qui doit débuter au début de 2020 couvre la recherche scientifique et la sensibilisation et l'éducation, pour réduire la pollution. La COI vient ainsi de lancer un appel à manifestation d'intérêt comprenant un cahier des charges pré-établi. Il s'agit aussi de mettre en œuvre des activités favorisant l'optimisation de l'usage du plastique. Prévu pour une durée de 5 années, ce projet allie à la fois des acteurs publics, les écoles et universités ainsi que des sociétés privées. Les principaux bailleurs de fond pour ce projet sont l'Agence française de développement et le Fonds français pour l'environnement mondial.

Le texte de Harish Khooblal

Students, teachers learn more on energy efficiency, renewable energy



Students and teachers learning how to use the kit (Photo Lynndina Essack)

Science, technical enterprise teachers and students from secondary schools on Mahe, Praslin and La Digue have taken part in a one-day education, awareness and practical workshop to broaden their knowledge on renewable energy and energy efficiency.

The working session held at the Seychelles Institute for Teacher Education's (Site) auditorium and laboratory, was organised by the education for sustainable development unit in the Ministry of Education and Human Resource Development (MERHD), in collaboration with the **Indian Ocean Commission (IOC)**.

The workshop which targeted secondary students and teachers was aimed at providing the teachers with fun and comprehensive education materials that will enable them to discuss renewable energy and energy efficiency (RE/EE) with their students while also building upon existing energy education efforts, and to enable students to understand related challenge.

"This workshop today is very important as we want the future generation, especially the children, to learn about options to using renewable energy that will help them tomorrow to make energy efficient choices when they will have to make decisions," said workshop leader Lynndina Essack, senior education officer at the education for sustainable development unit. Ms Essack noted that teachers and students will also

act as peer educators to educate others at their respective schools and in the community on renewable energy and energy efficiency for the future.

After launching the working session on Tuesday, principal secretary for education, Dr Odile de Commarmond accepted a renewable energy science education kit for all secondary schools presented to her by the national focal point for IOC's energy programme and Seychelles Energy Commission (Sec) representative, Mamy Razanajatovo.

The kit containing experimental renewable energy and energy efficiency equipment such as a small PV panel, a wind turbine, a small fan and fuel cells, is funded by the European Union in collaboration with IOC. It is part of IOC's regional energy programme aimed at raising awareness on RE/EE across Indian Ocean countries – Madagascar, Mauritius, Comoros and Seychelles.

The 11 kits will help to prepare the students, under the supervision of their teachers, to take part in a regional RE/EE competition for secondary schools to be held by the end of August in Mauritius.

The IOC RE/EE school project should be beneficial to their schools and the community at national level and will be judged at national level in the first week of June. The winning team for the final in Mauritius will comprise only two students and a supervisory teacher. The winner of the regional RE/EE competition will get their project funded.

Dr de Commarmond said that by using clean energy, it is anticipated that by 2025, Seychelles green house gas emissions will reduce by 21.4%.



“To achieve that, people of all ages would need to adopt sustainable practices that would minimise on electricity consumption on a daily basis. Education for sustainable development can help towards this end,” she said.

Dr de Commarmond further said that the establishment of eco-schools programme has played a major role in promoting several sustainable themes such as energy across the daily operations of all schools. She noted that in helping the schools to go green, the eco-schools programme is still benefiting from various learning support materials and educational activities as a result of national energy campaigns and programmes. She extended her gratitude to the EU through the IOC for financing the training workshop and donation of the 11 science renewable energy kits. She also told the participants to seize the opportunity to learn more about renewable energy.

Dr Laurent Sam, renewable energy engineer from the Public Utilities Corporation (PUC), also led a session during the training workshop. He said Seychelles through

PUC produces only a small amount of renewable energy, at 2.5%, as compared to 97.5% of energy produced from fossil fuel.

He said that Seychelles plans to venture in a much larger scale of renewable energy production with a lagoon solar PV farm off Providence and wind farm on Ile de Romainville.

According to IOC representative, Mr Razanajatovo, the workshop forms part of the many trainings, capacity buildings and studies offered to Seychelles by IOC under its energy programme. The largest of those projects for Seychelles, supported by IOC, is the preparation of the Seychelles electricity master plan, now being implemented.

<https://www.afro.who.int/news/seychelles-experiences-universal-health-coverage>

Seychelles experiences on Universal Health Coverage shared at 2nd WHO African Health Forum, Cabo Verde

Victoria, Seychelles, 29 March 2019 - The Minister of Health of the Republic of Seychelles, Honorable Jean Paul Adam has shared Seychelles experiences on Universal Health Coverage at the Second WHO Africa Health Forum: Domestic Financing for Sustainable Health Security in Africa.

Honorable Minister Adam Keynote address at the Forum:

Distinguished panellists and participants, ladies and gentlemen,

We are delighted that this second African Health Forum is taking place here in Cabo Verde, an African Small Island Developing State. As a Seychellois, I am from an island on the opposite side of our continent. The African sun rises over Seychelles, and sets over Cabo Verde! Our languages are different- but our challenges and opportunities are the same. When we look at you, we see ourselves. African islands face a paradox. We are often quick to achieve good results in health care outcomes. We are often the ones that are leaders in terms of GDP per capita. But we also pay a premium price per capita when it comes to investing in our health systems and infrastructure because of lack of economies of scale.

We are also the most vulnerable to external shocks- whether they be environmental or economic. The vulnerability of Africa's islands is also situated within the overall vulnerability of our continent in relation to health security. There are many factors that underpin health insecurity in Africa. Most of us do not have mature public health systems and we lack the local built in institutional set up to respond quickly and effectively to crises.

Our lack of sustained domestic resource mobilisation is also a fundamental challenge to building long term resilience. Every health minister knows that resources never suffice. We are constantly battling to get more investment into critical areas. Seychelles' experience has nonetheless shown that implementing universal health coverage, costly as it may be, is critical to ensuring health security. Universal Health coverage has been built on the bedrock of a political commitment to ensure that every Seychellois has equitable access to appropriate health care for their needs, with no cost barriers to treatment that is appropriate. In 1978, we decided that access to health care should be universal, and that Government would pay for it. We have worked with donors and partners to start new programmes or build

new infrastructure, but we have always started with the principle that we will pay for the running of our health system, and that we must never be dependent on an external partner for recurrent commitments. We have gone as far as to inscribe the right to free primary health care in Article 29 of our Constitution.

Our universal access to care is built on a strong primary health system, where all citizens have easy access to health facilities within 20 minutes of their habitual residence. It is anchored in our community programmes touching especially young children through their schools, and families through our community and regional health centres. It has allowed us to achieve ANC coverage of over 97% and vaccination coverage of also above 97%.

We have achieved efficiencies in terms of our spending relative to results. The recent WHO State of Health in Africa report showed that while we have the strongest indicators in terms of results in most sectors, we are only 6th in relation to spending per head on health.

This is despite the fact that our costs for many procurement lines are higher than peers. The message from our experience is simple- by committing Government to deliver on primary care, we build more resilience to external shocks. A joint publication by the Government of Seychelles with the World Bank recently in the Health Systems and Reform Journal, has demonstrated that sustained annual investments into a strong primary care system that is free to use brings optimum results relative to resources invested. Despite this positive experience, we are more aware than ever that while we have bolstered our resilience through strong primary care, the ever increasing burden of non-communicable diseases further creates pressures that are difficult to contain, and lead to disproportionate resources going into expensive treatments in tertiary care.

In addition to the rising burden of NCDs external shocks are also expected to continue to rise. One of the most critical factors that will impact African countries is the threat of climate change. Most African countries are currently faced with an increase in vector borne diseases and this can be

traced in many instances to disruptions in weather patterns, which increasingly can be linked to climate change. In Seychelles, irregular rainfall patterns, and persistent rain at key junctures have led to a prolonged outbreak of dengue since 2015. This contrasts with previous outbreaks which were clearly defined in relation to the rainy season.

The experiences of many other African countries concur with this situation, and this will place an even heavier burden on financing for our health systems. Finance and human resources that could otherwise be deployed on further improving prevention services, are being diverted into permanent mobilisations for outbreak management.

Small island countries such as Seychelles are also disproportionately affected by regional epidemics. In 2017, we had to mobilise all our capacity

to address the outbreak of plague in our neighbouring island of Madagascar. If we had registered even one confirmed case, this would have been an incredible burden for our economy based on our reliance on tourism. We were able to manage extensive contact tracing among our population based on the fact that one of our citizens unfortunately died in Madagascar. We are incredibly grateful to our partners in Madagascar and the Indian Ocean region, and WHO who worked with us to address this threat effectively.

It is important to note that these threats are very much international in nature, and not just an issue for Africa. The Ebola crisis earlier this decade cast a shadow over the whole world. We must also be ready to deal with diseases that were previously on the wane, but which are reappearing thanks to falling vaccination rates, with measles outbreaks in Europe being the prime example. In this era of global trade and movement, these risks will increase. For countries such as Seychelles and Cape Verde, with our high dependence on European outbound tourism, we need to ensure that we are suitably prepared. We are on the frontline in relation to dealing with these risks that would have been unimaginable even 10 years ago.

Africa's challenge for health security is also a story of human resources. Our continent is woefully underprepared to deal with the increased burden that of outbreaks, and their projected increase in frequency. In Seychelles, our human resource is precious and is a cornerstone in delivering improved standards of health care. Like all countries we are faced with inadequate trained personnel and we depend a lot on international cooperation to recruit health workers from overseas to work in our health system. We are investing a lot in training our own nationals, and we always face a challenge to keep them in the face of what is effectively a global shortage of health professionals. On top of this, we face an increased challenge to develop the numbers we need to address the 'new normal' imposed on us by climate change.

Ladies and gentlemen, The factors I have outlined so far further underline our continent's lack of health security. But there are a number of areas where there are opportunities to dramatically alter the course of the narrative. First and foremost we must address the fact that as a continent, and as individual countries, we are under-investing in health. This was evident from the report which was presented to us on the first day of our deliberations in Cabo Verde. And of course the challenge is always how do you mobilise resources to invest in health when those resources are limited in the first place? There is no one size fits all approach. But from Seychelles' experience, what has worked is to prioritise the simple low cost investments in primary care first. The first priority has been to invest in access to primary care, programmes to support communities and extensive vaccination programmes. When we started offering free access to health care in 1978, we had very limited capacity. But we made sure what we had was accessible to all.

This led to savings in other areas, and productivity gains across the economy. It was also an enabler for the development of our tourism industry which is our biggest contributor to GDP. In 2019, our earnings from tourism allow us to invest in health care, but in 1978, we would not be able to develop tourism the way we have if we had not invested in health care.

Another key factor is to recognise the co-investments required to improve the social determinants for health. Some of our biggest health gains have been achieved by improved sanitation, for example through our sustained programme for the elimination of pit latrines. We have also linked our health system with our education system- the majority of vaccinations are carried out in our schools for example- while we also build health education programmes into our curricula. We are currently championing a health promoting schools concept.

These investments in primary care do not on their own provide health security, but they are building blocks to reinforce resilience and sustainability in health systems.

Secondly, we need to reinforce the the specific preparedness of our individual countries to address potential crises. In Seychelles, we have realised based on recent events, that we need to further reinforce our capacity. Our countries are more interconnected than ever, and an outbreak will strain our resources more than ever before.

This is where the importance of building national capacity to fully implement the International Health Regulations (IHR) is essential. Seychelles has recently undergone an assessment with the support of WHO and we are prioritising the means to address identified gaps.

The reality is, that no country in the world can be prepared for every eventuality. But it is essential to have prepared systems and responses in place. And what we are seeing in Seychelles, that while we may never fully have the capacity to meet the deal preparedness standards- our reach to our communities means that we are able to touch target populations quickly and efficiently. We appreciate immensely the support of WHO to continue to build this capacity.

Thirdly, it is important to recognise that we can reinforce our collective health security through regional capacity building. By building common reporting and mobilisation standards among regional neighbours surveillance can be enhanced and consequently improve early warning systems.

Seychelles has a very positive experience of this through our regional SEGA One Health disease surveillance programme covering the islands of the Indian Ocean under the auspices of the Indian Ocean Commission. Through this programme, we have built capacity in our respective countries for the monitoring and reporting on communicable diseases, to facilitate quick and effective responses. This has been critical in ensuring a positive regional response to mosquito borne diseases in the region such as dengue and

chikungunya as well as other communicable diseases. By reinforcing the communication and adherence to WHO best practices at regional level we can reinforce our collective security positively, and often for less cost.

A fourth consideration for the way forward must of course address opportunities for cost savings in health systems to reinforce health security. Many countries face challenges in terms of procurement, whether it be in terms of cost, or reliability of accessing essential medicines. This has been a particular concern for African Small island Developing States, and this is why we are working on an initiative to address this in partnership with WHO. We are also looking forward to the SADC initiative on pooled procurement. The key issues for smaller countries is to be able to take advantage of economies of scale to procure more efficiently. Timely access to affordable medicines are a key concern for all our countries however, and this is one mechanism that can help us achieve more predicability which ultimately boosts resilience and preparedness.

This leads us to also consider ways in which we can make our health systems more climate smart, and hence more resilient. The WHO Director General has led an initiative to reinforce climate resilience particularly in small island states, and this will aim to make health systems more adaptable to the challenges of increased burden of vector borne diseases, as well as for example building more renewable energy into the design and operation of health centres. By re-looking at our health systems in the context of climate change we can reduce future costs and also ensure appropriate preparedness.

The fifth and final consideration for the way forward is mobilizing additional finance for African health systems. I will repeat again, that there is never enough investment into the health sector. Sustained investment over time brings rewards that are felt even outside of the health sector. But it is necessary to continuously identify new sources of finance. In Seychelles, we currently have a system which is funded directly from taxation. We provide access free of charge. But one effect of this, is that while our spending as a percentage of the budget is routinely above 10%, our spending as a percentage of GDP is below 4%. There is thus scope for us to mobilise additional resources to meet the expected future needs. Different options are being explored including a possible national insurance system. This will be necessary also as the pressures and needs of tertiary care will continue to increase.

In Seychelles we also operate a principle of high taxation on alcohol and cigarettes which both have a deterrent effect on consumption while also raising revenues. As of next month we will also be introducing a tax on sugar sweetened beverages, which is also designed to mute consumption. It is worth repeating again also that there is no exact formula for resource mobilisation as every country has to manage its own domestic considerations. No country can lecture on this subject. But we are free to learn from each other's experiences.

From our experience, the key factors which must be underlined in relation to domestic financing for sustainable health security are predictability and efficiency. You need to know where the money is coming from, and you need to measure the impact it has when its being spent. As we consider the investments needed to achieve the sustainable development goals, we realise that the investment required is massive. But by also looking at the price we are paying for inadequate health care, we must focus on the opportunity before us. By recurrently investing in primary care capacity, we build long term resilience.

Can we prepare for every eventuality? Evidently not. But by treating Universal Health Coverage as an imperative, we will set ourselves on a course towards health security.

Thank you.

01 avril 2019

<http://www.seychellesnewsagency.com/articles/10743/+projets+soutenant+les>

7 projets soutenant les zones marines et la pêche sont financés par des subventions aux Seychelles

By: Patsy Athanase , Betymie Bonnelame et Rudie Bastienne



L'un des projets évaluera l'efficacité du parc national marin de Curieuse dans la protection des premières étapes critiques de la vie des requins-citron. (Salifa Karapetyan, Seychelles News Agency)

(Seychelles News Agency) - Aux Seychelles, sept projets soutenant des zones de protection marines et des pêcheries durables recevront une aide financière dans le cadre du deuxième Fonds Blue Grants lancé en 2018.

Le Fonds fiduciaire de conservation et d'adaptation au **changement climatique** des Seychelles (**SeyCCAT**) a annoncé qu'un montant total de 363 000 dollars (5 millions de SCR) seraient déboursés pour des projets conformes aux objectifs stratégiques du fonds.

«Grâce aux fonds provenant à la fois de l'échange de dette et des obligations bleues, nous avons pu financer sept projets novateurs qui apporteront des données précieuses pour améliorer notre compréhension de notre espace marin», a déclaré la directrice générale du fonds, Angelique Pouponneau. .

SeyCCAT - un fonds fiduciaire indépendant - a pour mandat de fournir un flux durable de fonds pour soutenir des projets liés au milieu marin et d'autres activités qui contribuent de manière substantielle à la conservation, à la protection et au maintien de la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique.

L'un des projets évaluera l'efficacité du parc national marin de Curieuse dans la protection des premières étapes critiques de la vie des requins-citron. Le projet sera dirigé par Global Vision International. Les autres partenaires sont l'Autorité des parcs nationaux des Seychelles, l'Université des Seychelles et l'Institut de recherche James Michel sur l'économie Blue.

Un autre projet étudiera les filières pour le plastique, la composition et la recyclabilité. Il s'agit d'un projet d'éducation et de sensibilisation post-expédition après le nettoyage d'Aldabra qui a débuté fin février 2019. La Fondation des îles Seychelles dirigera le projet avec ses partenaires - le Queen's College de l'Université d'Oxford.

Une formation sera également dispensée aux entrepreneurs de l'économie bleue, à une étude sur la pêche du perroquet ainsi qu'à l'évaluation de base de la biodiversité marine autour de l'île Fregate - l'île la plus granitique située à l'est.



Une étude sur le poisson perroquet est également incluse dans les projets Blue Economy. . ([Waywuwei/Flickr](#)) Photo License: [CC BY-ND 2.0](#)

Tous les projets impliquent un partenariat local et international ainsi que le gouvernement des Seychelles, un groupe de 115 îles de l'océan Indien occidental et le secteur privé.

"Cette année, il est très encourageant de voir l'accroissement des partenariats, notamment entre le secteur privé, les organisations non gouvernementales et les universitaires, afin de réaliser les objectifs stratégiques de **SeyCCAT**", a ajouté Mme. Pouponneau.

Le premier Fonds de subventions bleu a été lancé en octobre 2017 et **SeyCCAT** s'est dit extrêmement satisfait de la mise en œuvre de ces projets.

«Nous avons tiré de nombreuses leçons de nos projets en cours et il est évident que les projets les plus réussis sont basés sur des initiatives menées par des personnes ou des communautés qui entraînent un changement de comportement. Nous avons été impressionnés par la relation de confiance qui existe entre et parmi les partenaires pour des projets qui ont permis d'accéder à des données critiques », a déclaré le directeur général.

Pendant ce temps, le 2 avril, **SeyCCAT** lancera un appel pour la troisième proposition de projet d'un montant total ciblé de déboursement pouvant atteindre 750 000 dollars. L'accent sera mis sur un ou plusieurs de ses cinq objectifs stratégiques.

Le Seychelles Conservation & Climate Adaptation Trust est un fonds d'affectation spéciale créé par la loi de 2015 sur la conservation et l'adaptation au climat des Seychelles.

PROTECTION MARINE

Aidez à réhabiliter les récifs !

UN atelier sera gratuitement organisé pour tous ceux qui s'intéressent au projet d'entretien et de propagation des coraux. Toute la formation nécessaire sera fournie. En premier lieu, une base de données de bénévoles sera créée. D'ailleurs, Nazeem Nazurally, de la faculté des études océaniques de l'université de Maurice, énonce que « tous ceux qui veulent aider à entretenir et à propager les coraux peuvent me contacter via ma page Facebook à mon nom », évoque-t-il.

Nadeem Nazurally explique qu'il participe, par l'intermédiaire de l'université de Maurice, à divers projets de réhabilitation des récifs où ils entretiennent et propagent des coraux autour de Maurice, dans les régions Nord, Est et Sud. Il ajoute que les étudiants de l'université sont très actifs dans le cadre de ce projet. Normalement, ils s'impliquent par le biais de leur travail sur le terrain et aussi en tant que bénévoles lorsqu'ils ont du temps libre comme lors des fins de semaine et pendant les vacances. Ils participent à la construction de pépinières, à la surveillance et à la plantation des coraux.

Il précise que le projet consiste à construire plus

de pépinières, plus de fragments de coraux et à faire une grande équipe de « premiers coralliens », qui peuvent aider à la restauration active du corail autour de Maurice. Il y aura également une vraie campagne de sensibilisation qui sera lancée.

D'ailleurs, presque trois

rés comme irréparables et les deux tiers restants sont gravement menacés, d'autant plus qu'il existe diverses menaces majeures.

Selon Nadeem Nazurally, le changement climatique, un phénomène connu de tous, est aussi un danger pour les coraux

« Nous ne serons jamais en mesure de quantifier toute l'importance et l'apport des récifs coralliens. »

ans de dur labeur ont porté leurs fruits. De nombreux coraux ont été réhabilités dans la pépinière. « Nous avons des projets à moyen terme, soit d'une durée de moins de trois ans. Certains coraux sont déjà prêts à être transplantés tandis que d'autres doivent être placés dans des pépinières en vue d'une future transplantation », explique notre interlocuteur. Comme le projet a été probant, il peut aller de l'avant.

D'après lui, il est important d'être conscient qu'environ un quart des récifs coralliens dans le monde sont déjà considé-

car ces derniers ne peuvent survivre dans des températures élevées et qu'il fait de plus en plus chaud. Il y a aussi des pratiques destructrices de pêche qui fragilisent et rendent vulnérables les coraux : certains pêcheurs retournent les coraux à l'envers afin de pouvoir attraper des pieuvres, ce qui est à déconseiller car ce geste est néfaste pour cette espèce. Il y a également la surpêche, qui affecte l'équilibre écologique des communautés de récifs coralliens. De l'autre côté, il y a aussi des



activités récréatives tel que la plongée imprudente, la plongée libre, notamment la natation.

Il y a aussi la pollution, qui cause non seulement le réchauffement climatique mais a aussi un impact direct sur les coraux. Beaucoup de déchets finissent dans la mer en raison de l'incivisme. La pollution est encore problématique dans le sens qu'elle cause des inondations soudaines, qui provoquent des charges de sédimentations. Il y a aussi l'utilisation excessive de pesticides qui sont absorbés par les rivières et se retrouvent dans la mer, ainsi que l'érosion qui cause le mouvement des sédiments qui, à leur tour, submergent

les coraux.

Et comme toutes choses vivantes, les coraux ont aussi des prédateurs. Ces derniers sont les foyers d'étoiles de mer ou la couronne d'épine, qui sont présentes dans certains endroits de Maurice. Ces étoiles de mer mangent les polypes coralliens et laissent la structure corallienne sans défense.

Nadeem Nazurally précise qu'il faut protéger ces espèces car les récifs coralliens sont comme les forêts tropicales de l'océan, ou comme des oasis océaniques. « Les récifs coralliens jouent un rôle important dans l'écosystème marin en offrant un abri et des frayères à un large éventail de la vie ma-

rine. Ils sont extrêmement importants pour l'écosystème marin. En fait, ils sont si nombreux et spécifiques à l'environnement marin que nous ne serons jamais en mesure de quantifier toute leur importance et leur apport », souligne-t-il.

Il n'oublie pas de mentionner que certains protègent même le littoral des effets néfastes des vagues et des tempêtes, ils fournissent un abri et un habitat à beaucoup d'organismes marins et aident notamment au recyclage des nutriments. Ce sont les raisons pour lesquelles nous devons intervenir afin de protéger les coraux.

O.E.

Transports aériens : « Les îles Vanille » anéanties par une concurrence interne



Air Mauritius (MK) vient d'annoncer des pertes de 1 milliard de roupies mauriciennes, soit près de 29 millions de dollars, pour les 9 premiers mois de son exercice fiscal. Les 3 derniers mois étant une période dite basse saison, les pertes de l'exercice seront probablement supérieures.

Selon les spécialistes, ces pertes colossales sont en grande partie dues à un remplacement inconsidérément trop rapide de la flotte : les deux nouveaux A350 que MK a reçus sont loués annuellement à 1 milliard de roupies mauriciennes, alors que les A340 qu'ils remplacent ne coûtent que 294 millions de roupies. Et cela va empirer, car MK doit encore recevoir 4 nouveaux A350 et 2 A330 neo.

La première conséquence est la mise à l'écart du président du conseil d'administration Arjoon Suddhoo. Il l'a été de 2001 à 2005 et ensuite de 2015 à fin mars 2019.

MK doit revoir sa stratégie et a dû faire appel à deux cabinets spécialistes le Centre for Asia Pacific Aviation et la firme Price waterhouse Coopers pour la reformuler. Parmi les propositions semble figurer la privatisation, ainsi qu'un renforcement d'une certaine protection : par exemple, malgré ses demandes insistantes, Corsair n'a jamais obtenu le droit de faire La Réunion/Maurice contrairement à Madagascar qui a autorisé momentanément Corsair à vendre du Tanà/Réunion.

C'est dans ce contexte d'ailleurs que récemment le Président Rajoelina vient d'autoriser MK à avoir un vol quotidien Maurice/Tanà, alors même que MD n'a que 2 vols Tana/Maurice par semaine.

Se pose alors la question de l'intérêt de l'Alliance Vanille supposée renforcer la coopération entre les compagnies de l'Océan Indien plutôt qu'une coûteuse concurrence entre elles.

Les Mauriciens ne comprennent d'ailleurs pas pourquoi MK a renoncé à participer à l'appel d'offres sur Air Madagascar qui présentait beaucoup de complémentarités avec elle, mais a plutôt préféré se tourner vers Ghana Airways. MK a d'ailleurs perdu face à Ethiopian Airlines. Alors que ce dernier a perdu face à Air Austral (UU) lors de l'appel d'offres Air Madagascar (MD). Les 3 petites compagnies MD, MK et UU n'auraient-elles pas un intérêt commun à renforcer leur coopération d'une manière sincère et sans arrière-pensées, même sans aller jusqu'à la création de cette fameuse Air Océan Indien. Sinon, elles risquent de disparaître ou de se faire gober par des géants comme Ethiopian Airlines. Alors même que leur maintien est stratégique pour chacune des trois îles.

Ceci ne verra hélas pas le jour sans un coup de pouce appuyé de nos politiques. Mais quels politiques auront cette vision ?

On en a rêvé, mais quand va-t-on le faire ?

Energies renouvelables: les opportunités d'investissements sont considérables

Par Les Nouvelles sur 04/04/2019  



Le deuxième Forum international sur le développement des énergies renouvelables s'est tenu hier, à l'hôtel Carlton Anosy, avec la participation d'une vingtaine d'organisations, à l'instar de la Jirama, l'Office de régulation de l'électricité, la Banque mondiale ou encore l'Economic development board of Madagascar (EDBM). La mise à jour du cadre institutionnel et la politique des énergies renouvelables ont partie des sujets abordés.

En fait, les opportunités d'investissements dans le domaine des énergies renouvelables sont nombreuses, mais les besoins sont également importants. Il ressort de cette rencontre qu'un montant de 280 millions d'euros est nécessaire pour la promotion des énergies renouvelables dans tout Madagascar.

Et, malgré ce besoin financier énorme, l'utilisation de ces types de ressources commence à s'étendre dans toutes les régions de l'île, notamment dans les zones rurales, voire les régions enclavées.

La centrale hydroélectrique de Volobe, dans l'Atsinanana, figure parmi les fleurons des projets sur les énergies renouvelables. Elle permettra à la ville du grand port de bénéficier d'un approvisionnement en énergie propre grâce à l'hydroélectricité.

Pour l'ensemble du pays et conformément à la nouvelle politique énergétique, 85% de la population ont accès à l'électricité et aux énergies renouvelables d'ici 2030.

En outre, l'EDBM a présenté les opportunités d'investissements dans les énergies renouvelables à long terme, comme la mise en place d'unités de production de bioéthanol et de biogaz, la création d'usine de production et d'assemblage de matériels d'énergie, la mise en place de centrale hybride...

Arh.

Bioenergy may play a big role in Seychelles' renewable energy mix



A new project on bioenergy assessment and capacity building was launched yesterday.

This was during an awareness and education session to acquaint stakeholders, partners, potential experts and consultants in the energy sector with the project and its various components.

The lead technical officer of the project division from Food and Agriculture Organisation (FAO), Irini Maltoglou and Luis Ricon, an international consultant, coordinated the workshop which was launched by the principal secretary for agriculture, Antoine Marie Moustache.

The project will be carried out over a period of about two years in the framework of the technical cooperation programme (TCP) between government and the Food and Agriculture Organisation (FAO). It aims to analyse and identify potential bioenergy feedstock and technologies that can be developed in Seychelles for sustainable bioenergy production.

The bioenergy project will use stand-alone power system (SAPS) intended for rural electrification and medium/large scale combined heat and power (CHP) systems. In addition, the TCP will also provide capacity building on the use of Bioenergy and Food Security (BEFS) tools to key stakeholders involved in the bioenergy sector and in the formulation of a biomass energy strategy to support the development of a sustainable bioenergy sector in the country.

According to the Ministry of Environment, Energy and Climate Change, "Seychelles is highly dependent on imported fossil fuels to satisfy its energy needs. The majority of the energy used in the country is supplied by fossil fuels at 98 percent, whilst the remaining comes from wind, solar and biomass. Domestic energy consumption is dominated by the transport sector which consumes 48 percent of the total, followed by the services sector 21 percent, the industrial sector 17 percent and residential sector 14 percent. The import of oil products remains a heavy burden on domestic

accounts that puts Seychelles in a situation of risk and vulnerability to global shocks.”

Having recognised the challenges involved, the government of Seychelles is interested in decreasing its dependence on imported oil products. In line with this, the Seychelles Energy Policy 2010-2030 envisages to reduce its dependence on fossil fuels and by increasing the share of renewable energy in the electricity matrix to 5 percent by 2020 and 15 percent by 2030. In this framework, bioenergy may play a role in the renewable energy mix of Seychelles.

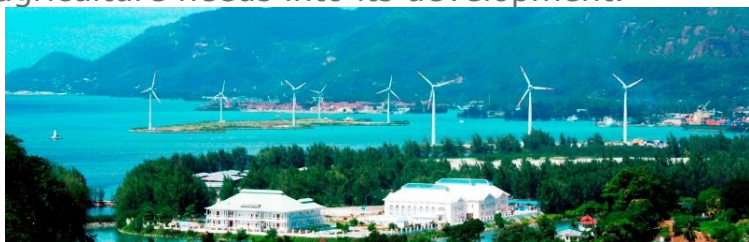
Bioenergy, and particularly liquid biofuels, have been promoted as a means to enhance energy independence, promote development and reduce greenhouse gas emissions. Bioenergy potentially offers many advantages. Firstly, bioenergy developments offer the opportunity for enhanced energy security and access by reducing the dependence on fossil fuels and providing a localised solution. Increased energy security in turn can have positive effects on food security.

Secondly, a bioenergy sector can create a new market for producers as well as offer new forms of employment that will positively affect agricultural and incomes, poverty reduction and economic growth.

Thirdly, bioenergy has the potential to contribute to environmental objectives including the reduction of greenhouse gas emissions. Not surprisingly, bioenergy has been placed high on the policy agenda of developing countries.

The BEFS approach has been developed by the FAO to support countries in designing and implementing sustainable bioenergy policies and strategies. Following the FAO, “the approach promotes food and energy security and contributes to agricultural and development. It consists of tools and guidance to support countries through the main stages of the bioenergy policy development and implementation process.”

Residues from the agriculture and agro-processing sectors may have the potential to be used for energy production in Seychelles, but the country must develop a sustainable bioenergy that integrates food security and agriculture needs into its development.



<http://www.nation.sc/article.html?id=262958>